

Communications.Extraits de *Britain in the Sixties* (1963)**Raymond Williams**

**Édition électronique**URL : <http://journals.openedition.org/variations/926>

DOI : 10.4000/variations.926

ISSN : 1968-3960

Éditeur

Les amis de Variations

Référence électronique

Raymond Williams, « *Communications.* », *Variations* [En ligne], 21 | 2018, mis en ligne le 05 avril 2018, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/variations/926> ; DOI : 10.4000/variations.926

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Les ami•e•s de Variations

Communications.

Extraits de *Britain in the Sixties* (1963)

Raymond Williams

Définitions

- 1 Qu'entendons-nous par communication ? La signification la plus ancienne de ce terme, en anglais, peut se résumer au passage des idées, d'informations et d'attitudes, d'une personne à d'autres. Mais plus tard, le terme communication vint à signifier aussi une ligne ou un canal entre deux lieux. Depuis la révolution industrielle, ce type de communication – les canaux, chemins de fer, navires à vapeur, automobiles, avions – a connu tant d'améliorations que bien souvent, lorsque nous utilisons ce terme, nous nous référons à ces moyens de déplacement et de transport. Il existe toutefois une autre catégorie essentielle de progrès moderne et d'invention. La mécanisation de l'impression, le télégraphe électrique, la photographie, le sans fil, le film, la télévision sont de nouveaux moyens de passer des idées, des informations et des attitudes d'une personne à d'autres, et nous les appelons, aussi, communications. Si bien que le mot a désormais plusieurs significations couramment employées, et qu'il existe souvent une certaine confusion entre elles. Je pense que pour décrire les moyens de déplacement physique, notre autre mot, transport, est plus approprié que communication, mais j'imagine que les deux continueront d'être utilisés. Quoi qu'il en soit, dans cet ouvrage, j'entends par communications les institutions et les formes via lesquelles les idées, informations et attitudes sont transmises et reçues. J'entends par communication le processus de transmission et de réception.
- 2 Au cours de notre génération, l'intérêt pour ce monde de la communication s'est accru de façon dramatique. Le développement de nouveaux moyens de communication puissants a coïncidé, historiquement, avec l'extension de la démocratie et avec les tentatives, de différents types de groupes dominants, de contrôler et de gérer la démocratie. Ce développement a aussi coïncidé avec des changements importants dans les caractéristiques du travail et de l'éducation, qui ont donné de nouvelles formes d'opportunité sociale à de nombreuses personnes. Il y a eu une formidable expansion de

l'échelle de la société ordinaire et ce aussi bien à travers les nouveaux systèmes de communication que du fait de la croissance de nombreux types d'organisations étendues. Conjuguées, ces développements ont créé des problèmes sociaux qui semblent tout à fait inédits.

- 3 L'intérêt croissant pour les communications est une réponse importante à cette nouvelle situation. Il est survenu, en réalité, comme une percée dans l'expérience, un dépassement de nos catégories habituelles. Déjà, certaines de nos idées essentielles sur la société sont modifiées par cette nouvelle perspective. Une approche familière, dans les sciences politiques traditionnelles, percevait le pouvoir et le gouvernement comme les faits centraux de la société. Une approche familière, dans les sciences économiques traditionnelles, percevait la propriété, la production et l'échange comme les préoccupations centrales de la société. Ces approches demeurent importantes, mais elles sont maintenant complétées par une nouvelle perspective, représentant la société comme une forme de communication, au travers de laquelle l'expérience est décrite, partagée, modifiée et préservée. Nous sommes habitués à des descriptions de la totalité de notre vie commune en termes politiques et économiques. La perspective communicationnelle affirme, en tant qu'expérience, que l'homme et les sociétés ne se limitent pas à des relations de pouvoir, de propriété et de production. Les relations tissées dans la description, l'apprentissage, la persuasion et l'échange d'expériences, sont perçues comme étant tout aussi fondamentales. Cette perspective est exceptionnellement importante dans la longue crise de société du vingtième siècle. Bien des observateurs, partant de versions antérieures de la société, ont vu la croissance des communications modernes non pas comme une extension des capacités humaines d'apprentissage et d'échange d'idées et d'expériences, mais comme une nouvelle méthode de gouvernement ou une nouvelle opportunité pour le commerce. Tous les nouveaux moyens de communication ont été utilisés à mauvais escient, que ce soit pour le contrôle politique (avec la propagande) ou pour le profit commercial (avec la publicité). On peut s'élever contre ces utilisations, mais à défaut d'avoir une version alternative claire de la société humaine, nos protestations ne sont guère susceptibles d'être suivies d'effets.
- 4 Mon point de vue est que nous avons eu tort de considérer les communications comme un élément secondaire. Beaucoup de gens semblent accepter comme une évidence qu'il y a, d'abord, la réalité, et ensuite la communication à propos de celle-ci. Nous dégradons l'art et l'apprentissage en supposant qu'il s'agit là d'activités secondaires ; qu'il y a la vie, et ensuite ces narrations de celle-ci. Notre erreur politique la plus courante est de supposer que le pouvoir – la capacité de gouverner d'autres hommes – constitue la réalité du processus social total, et par conséquent le seul contexte de la politique. Notre erreur économique la plus courante est de supposer que la production et l'échange [matériels] constituent nos seules activités pratiques, et qu'elles ne requièrent pas d'autre justification ou examen minutieux. Nous devons formuler ce que beaucoup d'entre nous savons par expérience : que la vie humaine et le fonctionnement de la société, ne peuvent se limiter à ces fins ; que la lutte pour l'apprentissage, la description, la compréhension, l'éducation, constitue une part centrale et nécessaire de notre humanité. Cette lutte n'est pas engagée de façon secondaire, après que la réalité se soit produite. Elle constitue, en soi, un élément fondamental de la formation et de l'évolution constante de la réalité. Ce que nous appelons société n'est pas qu'un réseau d'arrangements politiques et économiques, mais également un processus d'apprentissage et de communication.

- 5 La communication commence dans la lutte pour l'apprentissage et la description. Pour engager ce processus dans nos esprits, et pour en transmettre le résultat à d'autres, nous dépendons sur certains modèles de communication, certaines règles ou conventions à travers lesquelles nous pouvons établir le contact. Nous pouvons changer ces modèles, lorsqu'ils deviennent obsolètes, ou nous pouvons les modifier, les étendre. Nos efforts en ce sens, et pour utiliser avec succès les modèles existants, absorbent une large partie de notre énergie vitale. L'histoire d'une langue recense les efforts de cet ordre, et constitue une partie aussi significative de l'histoire d'un peuple que ses institutions politiques et économiques mouvantes. De plus, beaucoup de nos modèles de communication deviennent, en soi, des institutions sociales. Certaines attitudes vis-à-vis des autres, certaines manières de nommer ou d'adresser, certains tons et styles, finissent par s'incarner au sein d'institutions très puissantes du point de vue de leur effectivité sociale. La crise des communications modernes a été causée par la vitesse de l'invention et par la difficulté de forger les institutions adéquates pour l'usage de ces moyens techniques. Dans la Grande Bretagne contemporaine, nous avons toute une gamme d'usages de l'imprimerie, de la photographie, de la télévision, qui ne découlent pas nécessairement des moyens techniques eux-mêmes. Une grande partie d'entre eux ont été façonnés par des forces économiques et politiques mouvantes. Bien d'autres ont été façonnés par ce que sont en réalité des modèles de communication tout à fait particuliers : l'idée que le fait de s'adresser ou d'écrire à beaucoup de gens simultanément signifie que l'on s'adresse ou qu'on écrive aux « masses » ; l'idée qu'il existe des types de personnes et d'intérêts clairement identifiés – *Third Programme*, *Home Service*, et *Light*¹ ; la « qualité » et le « populaire » – que nous serions en mesure de séparer, de catégoriser. Ces présuppositions s'incarnent souvent dans de solides institutions pratiques, qui propagent ensuite les modèles sur lesquels elles prennent appui. Nous ne pouvons examiner le processus de communication générale dans la société contemporaine sans examiner les formes de ces institutions. De plus, si nous comprenons l'importance de la communication, dans toutes nos activités sociales, nous découvrons que l'examen de ces processus et institutions permet de nouvelles formes d'analyse de notre société et de certaines de nos relations caractéristiques.

Controverses

- 6 Les hommes diffèrent dans leur capacités à l'excellence. Néanmoins la démocratie insiste que chacun a un droit égal au jugement. Ne voyons nous pas, dans notre époque, les résultats de cette contradiction ? N'existe-t-il pas un grand risque que la tradition de la haute culture soit écrasée par la culture de masse, qui exprime les goûts et les normes de l'homme ordinaire ? N'est-ce pas notre devoir premier que de défendre la culture minoritaire, qui au travers de ses œuvres mêmes constitue l'accomplissement le plus grand de l'humanité ?
- 7 La difficulté, ici, est que « culture minoritaire » peut signifier deux choses. Elle peut se rapporter aux travaux de grands artistes et penseurs, et des nombreux personnages moins marquants mais tout aussi importants qui les ont soutenus. Elle peut aussi se rapporter aux travaux de ces derniers en tant qu'ils ont été reçus et utilisés par telle ou telle minorité sociale, qui à son tour y ajoute souvent certaines œuvres et pratiques qui lui sont propres.

- 8 La grande tradition est, à bien des égards, un héritage commun, et l'objectif de l'éducation moderne a été de la rendre aussi largement accessible que possible. Cette extension n'est sans doute pas aussi aisée que certains l'envisagent. Il arrive sans doute souvent que la tentative de rendre plus largement accessibles des œuvres difficiles se solde par la perte d'une partie de la valeur de ces œuvres. Peut-être que l'intégralité de la tentative est mal conçue et que nous devrions concentrer nos efforts sur le maintien de la haute tradition selon ses propres termes.
- 9 Toutefois la question se pose de savoir si ceci peut être réalisé ? Les œuvres de grands artistes et penseurs n'ont jamais été restreintes à leur cercle intime ; elles ont toujours été rendues accessibles à d'autres. Et n'est-il pas fréquent que ceux qui y ont accès s'approprient la tradition, l'incorporent au sein de leur propre mode de vie ? Ainsi, Sophocle, Shakespeare, Ibsen, Shaw, Rattigan, peut constituer une véritable succession, ou peut-être pas. Les termes les plus récents sont toujours sujets à l'erreur. Tous les étudiants d'Oxford et de Cambridge ne sont pas adeptes de Crammer, Newman et Arnold, et la référence à ces noms ne signifie pas qu'ils font un travail plus important, ou appartient davantage à la haute tradition, qu'un enseignant dans une école de [la banlieue londonienne de] Croydon ou qu'un écrivain sur la lointaine île [écossaise] de Jura. Pourtant, de façon récurrent, des minorités spécifiques confondent la supériorité de la tradition qui leur a été transmise avec leur propre supériorité, une association qui peut sembler absurde avec le passage du temps, l'évolution des frontières. Nous devons toujours faire attention de distinguer les grandes œuvres du passé et la minorité sociale qui, en un espace et une époque spécifiques, s'identifie à celles-ci.
- 10 La grande tradition se renouvelle souvent de manière tout à fait inattendue. Dans le passé, bien des travaux ont été considérés comme faisant partie de la « basse » culture, par rapport aux normes « hautes » du moment. Ce fut le cas pour la plupart du théâtre du temps du règne d'Elizabeth I, et pour le roman au dix-neuvième siècle. Avec le recul on peut le comprendre, ces époques ayant été marquées par des évolutions sociales fondamentales. Les minorités qui considéraient qu'elles seules étaient en charge de protéger l'héritage de la grande tradition se sont avérées en tort. Cette erreur peut survenir à toute époque. À notre époque il existe de nouvelles formes, telles que le film, la comédie musicale, le jazz. Chacune d'entre elle a été considéré comme faisant partie de la culture « basse », comme une menace à « nos » normes. Pourtant, depuis le début de la production cinématographique, il y a eu autant de contributions majeures à la tradition dramatique par le biais du film que par le biais de pièces de théâtre. Certes, la plupart des films n'atteignent pas ce niveau. Mais du passé il ne nous reste que le meilleur, et nous ne pouvons correctement comparer celui-ci qu'au meilleur du moment présent. Certaines formes sont peut-être meilleures que d'autres, dans la mesure où elles offrent bien plus de possibilités aux artistes, mais cette question ne saurait être tranchée avant qu'elles n'aient eu le temps de se développer. La grande période du roman est arrivée plus d'un siècle après le succès populaire de cette forme, et après qu'elle eût été rejetée comme faisant partie de la culture « basse ». Elle permit la réalisation de possibilités que personne n'aurait alors pu prévoir. Le prestige d'une ancienne forme n'est jamais décisif. Il n'existe aujourd'hui aucune raison de considérer qu'une histoire de science fiction serait moins sérieuse qu'un roman historique, ou de même une comédie musicale par rapport à une pièce naturaliste. L'adéquation entre « bas » et « non familier » est l'un des pièges culturels les plus tenaces, dans lequel tombent ceux qui pensent incarner la haute tradition dans leurs personnes mêmes, dans leurs habitudes et goûts érudits.

- 11 On peut être d'accord avec tout ceci, mais est-ce que cela va au fond du problème ? Ces erreurs sont faites, mais de nouvelles minorités les corrigent. Cependant, il s'agit encore là de minorités. La plupart des gens ne sont pas intéressés par les grandes traditions, anciennes ou nouvelles. La plupart des gens ne sont pas intéressés par l'art, mais par le divertissement. Le goût populaire réel se tourne vers des choses telles que la variété, le cirque, le sport et les défilés. Pourquoi forcer ces gens à entrer en contact avec de l'art, d'autant plus que cela entraîne le risque d'une réduction de l'art à ce niveau là, de son mélange avec les univers du populaire et du commercial ? Ne serait-ce pas plus judicieux de se concentrer sur le maintien d'un art réel pour ceux qui lui accordent de la valeur ?
- 12 La distinction entre l'art et le divertissement peut être bien plus difficile à maintenir qu'il n'y paraît. À ses extrêmes, bien sûr, elle est évidente. Mais si on regarde toute la gamme de productions, existe-t-il une distinction évidente et absolue ? Le grand art peut nous procurer des expériences profondes et durables, mais l'expérience que nous donnent la plupart des choses que nous appelons art reste souvent légère, fugace. L'excitation du cirque, du défilé, du sketch de variété, peut être aisément oubliée, mais sur le coup elle est souvent intense. Le sport est devenu un spectacle populaire durant notre siècle : l'excitation qu'il procure est également intense mais temporaire. Il peut y avoir une différence entre ces choses et les arts décoratifs mineurs, les comédies éphémères, les interprètes artistiques à la mode, mais est-ce qu'il faut concevoir cela comme une différence « haute » et « basse » culture ? Et même là où la différence semble absolue, qu'est-ce qu'il s'en suit ? Pour soutenir l'argument selon lequel la « haute culture » serait en passe d'être écrasée par la « culture de masse » il faudrait être en mesure de démontrer qu'il existe entre les deux non seulement une différence, mais un conflit. La plupart d'entre nous sommes en mesure de l'infirmier par notre expérience courante. En effet, nous ne vivons pas dans des mondes clairement séparés. Beaucoup d'entre nous sortons un jour au cirque, un jour au théâtre, un jour au match de football, un jour à un concert. Ces expériences sont différentes et varient grandement en termes de qualité, comparativement et au sein de chacune d'entre elles. Est-ce que nous sentons que notre inclination pour l'une de ces choses serait affectée par notre usage des autres ?
- 13 Mais peut-être que ce n'est pas là le point principal. La véritable menace de la « culture de masse » – de choses comme la télévision plutôt que le cirque ou le football – n'est elle pas qu'elle nous réduit à une réaction mixte, aléatoire, fondamentalement ennuyée ? L'esprit de tout, art et divertissement, peut devenir à ce point standardisé, que notre intérêt n'est plus absorbée par quoi que ce soit, et qu'il se mue en une acceptation indifférente, rassemblant ce que Coleridge a appelé « l'indulgence de la paresse et la haine du vide ». On n'est ni précisément dans la jouissance, ni dans une attention particulière, mais cela occupe le temps. Et dans une atmosphère aussi mortifère, la grande tradition ne peut tout simplement pas survivre.
- 14 Je pense que la plupart d'entre nous avons ressenti cette atmosphère. Par moments, nous la prenons même telle une drogue : dans des périodes de fatigue ou de convalescence, ou dans l'anxiété et la tension, lorsque nous sommes obligés d'attendre et que quasiment n'importe quoi peut nous aider à attendre. Il va de soi que s'il s'agissait d'une disposition mentale normale, ce serait débilisant et dangereux ; nous avons besoin d'être connectés à une large partie de la réalité, quand bien même nous cherchons un répit temporaire.
- 15 Le défi de l'œuvre qui se situe réellement dans la grande tradition est qu'elle parvient, par différents moyens, à nous toucher avec une intensité, une proximité, une concentration qui nous amène de fait à réagir. Ce peut être le reporter qui transperce nos présupposés

avec ses faits ; le dramaturge qui s'avance si profondément dans notre expérience propre qu'on en momentanément a le souffle coupé ; le peintre qui nous montre soudainement la forme d'une rue de façon si claire qu'on se demande comment on a fait pour y marcher jusque là avec tant d'indifférence. C'est parfois un défi déroutant vis-à-vis de ce qu'on a toujours cru et fait, et parfois une nouvelle manière d'expérimenter, de nouvelles manières de voir et de sentir. Ou encore, de façon inattendue, cela peut confirmer et renforcer, donnant un nouvel élan à ce qui nous est déjà important, ou à ce que nous savions sans avoir pu l'exprimer.

- 16 Ce monde vivant est-il menacé par les routines de la « culture de masse » ? La menace est bien réelle, mais elle ne provient pas que de la « culture de masse » ; elle provient aussi de toutes sortes d'art et de pensée routiniers. Les formules ou les routines qui nous isolent de la réalité ont diverses sources. Il y a notre faiblesse interne, ou au mieux notre force insuffisante. Il y a aussi les intentions d'autrui, visant à nous isoler. Cette isolation sert bien des intérêts : des formes sociales anciennes, des croyances anciennes et discréditées, une volonté de museler les gens et d'étouffer leur capacité critique. Basés sur le pouvoir, l'habitude ou le privilège, ces intérêts sont souvent servis par – et recherchent activement – des formules et des routines permettant d'isoler les hommes de la réalité.
- 17 Si nous regardons ce qu'on appelle « culture de masse » et « culture minoritaire » je ne suis pas certain qu'on trouve l'une du côté de la réalité, et l'autre contre celle-ci. Certes, les grandes œuvres nous posent un défi de par leur propre réalité, et peuvent susciter en nous une attention active. Mais lorsque ces œuvres sont enchâssées au sein d'une culture minoritaire spécifique, qui leur adjoint non seulement ses habitudes locales, mais aussi les faits et les affects qui surgissent depuis cette position minoritaire, l'effet peut être très différent. Au mieux, une culture minoritaire, en préservant l'accès aux œuvres, offre le mieux qui ait été fait et dit dans le monde. Au pire, elle traduit le mieux par ses propres accents, et le confond avec bien d'autres choses inférieures. Je ne vois aucune preuve qu'il s'agisse d'un moyen fiable et permanent de préserver une excellence vivante.
- 18 Mais même si ce n'est ni fiable ni permanent, n'est-ce pas forcément mieux que le monde ordinaire des communications de masse ? La fabrication de formules y semble quasiment inhérente. C'est peut-être l'unique façon d'entrer en contact rapidement avec une grande quantité de personnes, et le système semble dépendre de cela. Sans doute ne pouvons-nous comprendre les communications de masse que si nous reconnaissons l'importance de formules qui peuvent être apprises et utilisées de façon relativement rapide et étendue. Pourtant, en réalité, les formules sont nécessaires pour toute communication. Ce qui est, au pire, une formule permettant de standardiser une expérience, devient au mieux une convention permettant de transmettre celle-ci de façon étendue et accessible. Nous voyons tant de falsification, d'embellissement et de réelle dégradation que nous oublions souvent combien de nouveaux faits sont ainsi communiqués, combien de nouvelles opinions, de nouvelles manières de travailler et de voir le monde. En comparaison avec des époques où il n'existait pas de système de communication hautement organisé, ce sont des gains dramatiques. Il faut donc ajuster l'équilibre de façon plus fine que ne le suggère une simple opposition « minorité » / « masse » ou « haut » / « bas ».
- 19 Il existe un dernier argument, qui peut être facilement négligé. La grande tradition risque toujours d'être dégradée lorsqu'elle est confinée à une culture minoritaire. Précisément parce qu'il s'agit d'un héritage mixte, à partir de sociétés et d'époques différentes, et de différents types d'hommes, elle ne peut être contenue au sein d'une forme sociale limitée.

De plus, si on cherche à la contenir ainsi, une hostilité profonde et inutile peut se développer à son encontre, de la part de ceux qui n'appartiennent pas à la minorité culturelle. Si la grande tradition n'est pas rendue généralement accessible, il existe souvent cette combinaison inquiétante d'hostilité et de vide. Il arrive généralement ensuite que celle-ci devient pénétrée et exploitée par des forces externes. Dans les pires produits culturels de notre temps, il y a peu de choses authentiquement populaires, provenant de la vie de communautés réelles. On trouve au contraire une culture synthétique, ou anti-culture, étrangère à quasiment tout le monde, durablement hostile à l'art et à l'activité intellectuelle, qui passe la plupart de son temps à déformer, à exploiter l'indifférence, le manque d'affects, la frustration et la haine. Elle prend des intérêts humains communs, comme le sexe, et les transforme en caricatures crues ou en fac-similés luisants. Ce n'est pas la culture de « l'homme ordinaire » ; c'est la culture des déshérités. Il me semble que ceux qui ont façonné ce déshéritement, en isolant artificiellement la grande tradition, portent une responsabilité aussi lourde pour ces éléments destructifs que les fournisseurs directs.

- 20 En Grande Bretagne nous devons constater que beaucoup de ces produits sont d'origine américaine. À certains égards, nous sommes culturellement une colonie américaine. Mais bien sûr, ce n'est pas le meilleur de la culture américaine que nous recevons, et l'importation et l'imitation du pire a été réalisé, encore et encore, par certains de nos concitoyens, mus qui plus est par la haine ou l'envie de la minorité anglaise qui s'est attribué la grande tradition. Virer pseudo-américain, c'est une manière de sortir du complexe de classe et de culture anglais, mais cela ne résout bien sûr rien ; cela ne fait que ritualiser le vide et le désespoir. La plupart de la mauvaise culture résulte d'un effondrement social de cet ordre. La tradition authentiquement populaire est méprisée, la grande tradition est détenue de façon exclusive, et dans l'écart s'engouffrent les spéculateurs qui savent comment exploiter le déshéritement parce qu'ils ne sont enracinés dans rien.
- 21 La situation générale est très difficile à comprendre. En partie, maintenant, la grande tradition est prolongée, et rencontre une réponse excellente, à la fois dans l'accroissement réel des publics, et dans la vitalité critique de nouvelles contributions provenant de nouvelles formes d'expériences. L'exploitation purement destructive du vide est aussi très puissante, en partie parce que le contrôle de notre organisation culturelle est largement passé aux mains d'hommes qui ne connaissent pas d'autres critères. En même temps, apparemment contre toute attente, des éléments de la tradition populaire authentique persistent, surtout dans la variété, le sport, certains genres de spectacle, et dans l'impulsion de créer notre propre divertissement, surtout dans la musique. Il semble impossible de comprendre cette situation aux facettes multiples et mouvantes à travers les vieilles formules de « minorité » et de « masse », qui sont les symptômes de l'effondrement plutôt que des clefs pour comprendre celui-ci. Nous devons regarder une nouvelle situation d'une façon nouvelle.

Propositions

- 22 Quelles mesures peuvent être prises ? Est-ce que des mesures doivent être prises ? Ces questions doivent être posées en toute conscience, mais de fait, si certains d'entre nous décident de ne rien faire, cela ne signifie pas que la situation restera telle quelle. En Grande Bretagne à l'heure actuelle, aucun processus social n'est plus dynamique que cette

extension des communications. Cela veut dire qu'il y aura des évolutions additionnelles, certaines extrêmement rapides et profondes. Ces phénomènes peuvent sembler trop complexes ou trop puissants pour qu'on cherche à y intervenir. Ou, après réflexion, on peut considérer que tout compte fait, la situation évolue plutôt bien, avec des défauts si profondément enracinés que toute tentative de remède serait pire que le mal lui-même. Dans tous les cas, tout potentiel programme d'action dépend des objectifs : aucune action dans ce champ ne peut être séparée d'actions au niveau de la société dans son ensemble, où il existe des désaccords profonds et importants. Si nous agissons, ou tentons d'agir, nous devons faire état de nos raisons et de nos objectifs.

- 23 J'ai fait état de ma position dans *The long revolution*. Je vois cette révolution culturelle comme faisant partie d'un processus étendu de libération humaine, comparable en importance avec la révolution industrielle et la lutte pour la démocratie. Je souhaite que ce processus se poursuive, et je n'ai aucun désir de retourner en arrière ou de tenter ce retour, vers une étape historique antérieure. Je crois également que nous ne devrions pas voir des parties de ce grand processus comme étant séparées, ou comme une fin en soi. Car si nous le faisons, nous rencontrons des contradictions sévères – opposant les difficultés culturelles contre la démocratie, ou opposant les valeurs culturelles et démocratiques contre la révolution industrielle. Les valeurs essentielles, telles que je les vois, sont communes à l'ensemble du processus : que les hommes croissent dans la capacité et le pouvoir qu'ils ont pour gérer leurs propres vies – en créant des institutions démocratiques, en apportant de nouvelles sources d'énergie au travail humain, et en étendant l'expression et l'échange d'expérience sur lesquelles repose la compréhension.
- 24 Différentes sociétés poursuivront ces objectifs de manières différentes. En Grande Bretagne, nous commençons avec une tradition qui est déjà, à son mieux, fermement attaché à ce genre de progrès. L'objectif est présent, depuis plusieurs générations, dans de nombreux esprits : créer une démocratie éduquée et participative. Nous ne pouvons atteindre cela que dans le cadre d'une société industrielle avancée, et la communauté que nous construisons doit être une toute nouvelle forme de communauté, au sein de laquelle les nouvelles formes de communication – non seulement la télévision et la radiodiffusion et les livres peu onéreux, mais aussi la mobilité accrue et davantage d'opportunités de voyager – doivent non seulement être prises en considération, mais accueillies à bras ouverts. L'extension de formes de communication et d'organisation étendues constitue un progrès humain majeur, qui dépasse de loin les difficultés et confusions réelles qu'elles ont apportées, et cette extension doit aller encore bien plus loin, vers une communauté mondiale. Toute action que nous prenons doit dès lors être en phase avec ces objectifs. Et nous comprendrons d'autant mieux le processus total en le saisissant comme partie intéressante d'un mouvement historique long et désormais quasi universel, au sein duquel nous nous trouvons à une étape relativement précoce, et ce même dans une société avancée comme celle que nous connaissons en Grande Bretagne.
- 25 Dans la tension du changement il existe une confusion considérable. Il est souvent avancé que nous ne pouvons y faire face que par une accentuation encore accrue de la responsabilité personnelle. Ceci est juste, à partir du moment qu'on reconnaît que cette responsabilité est réellement en mutation permanente. En effet, une partie de la signification de la responsabilité est la capacité à reconnaître et à répondre à des situations nouvelles. Les discours mettant l'accent sur la responsabilité personnelle affirment souvent qu'on ne devrait pas faire grand-chose en termes de changement public, car ce serait comparativement superficiel, tandis que si les parents pouvaient être

plus responsables (« laissez leur utiliser la liberté de l'interrupteur »), il y aurait là une force réelle. Il s'agit là d'une sous-estimation tragique de la situation lorsqu'elle se présente sérieusement, et un simple évitement de toute responsabilité lorsqu'elle se présente ordinairement. Le choix personnel est réel et nécessaire, mais précisément pour cette raison, nous n'avons pas le droit de choisir pour autrui. Même les parents ne peuvent, et à mon sens ne devraient pas, choisir de cette manière absolue pour leurs enfants. Le fardeau du choix raisonné exige une extension de la responsabilité que nous puissions tous partager. Si nous voulons tirer le plus possible des opportunités réelles et nouvelles qu'apporte l'extension culturelle, et si nous voulons éviter ou corriger les erreurs qui sont en train d'être commises, la responsabilité personnelle doit évoluer en responsabilité publique, qui constitue une chose tout à fait différente et absolument radicale.

- 26 Quelles formes cette responsabilité publique peut-elle prendre ? D'abord dans l'éducation, nous pouvons trouver de nouvelles manières de développer la capacité de réponse et de choix personnelle et indépendante. Deuxièmement, par la réforme d'institutions et la législation, nous pouvons nous assurer que notre organisation culturelle soit, de façons réelles, responsable vis-à-vis de la société dont elle constitue une composante si importante. Troisièmement, dans une nouvelle construction sociale, nous pouvons proposer et tenter d'obtenir un consentement majoritaire en vue de changer radicalement les institutions, pour les ajuster aux besoins d'une société en croissance.
- 27 Je propose certaines propositions dans chacun de ces champs. Toutes nécessitent davantage de discussions, et sont offertes afin d'alimenter la discussion.

Changer les institutions

- 28 Des progrès significatifs peuvent être accomplis en approfondissant notre éducation à la communication et en réformant ou en développant nos institutions. C'est certainement dans ces directions que nous devons agir avec le plus d'urgence. Pourtant il me semble clair qu'au-delà de ces objectifs immédiats, certaines autres actions sont nécessaires. La grande majorité de ceux que j'appelle des contributeurs sont employés par des groupes qui n'ont aucune responsabilité réelle vis-à-vis de la société ou vis-à-vis des objectifs culturels qu'ils servent. La caractéristique principale de tels groupes est qu'ils fournissent le capital permettant à leur service d'opérer. La société obtient ensuite ce qu'ils décident d'offrir, après qu'ils aient organisé la concurrence entre les producteurs réels en vue de l'approvisionnement. Ceci me semble intolérable pour une société qui souhaite se décrire comme libre. Néanmoins, une grande confusion règne lorsqu'il s'agit de penser à des alternatives : en partie du fait de la propagande de groupes existants, qui insistent très bruyamment que leur liberté est la liberté de tout le monde ; et en partie par les difficultés réelles que rencontre tout système culturel public. Nous avons été réduits à faire des contrastes à partir des figures du spéculateur et du bureaucrate, en nous demandant lequel des deux est le pire diable. La véritable barrière est sans doute que nous percevons ces deux comme étant les seules alternatives.
- 29 Les dangers d'un contrôle étatique sont réels, notamment dans les communications contemporaines centralisées. De plus, notre culture commerciale a émergé en combattant le contrôle étatique d'un genre antérieur, et garde de vifs souvenirs de ses dangers. A *contrario* de nombreux socialistes insistent sur le fait que nous avons maintenant un

contrôle d'un autre genre, qui devient de plus en plus centralisé. Ceci est juste, mais encore faut-il qu'ils proposent une alternative crédible, qui soit libre de ces dangers.

- 30 Je pense que le principe d'une telle alternative peut être formulé et que sa pratique peut être apprise. La voici. Là où les moyens de communication peuvent être personnellement possédés, la société a pour devoir de garantir cette propriété et d'assurer des capacités de distribution adéquates, sur des bases compatibles avec la liberté existante. Là où les moyens de communication ne peuvent être personnellement possédés, à cause de leur valeur et de leur dimension, la société a pour devoir de détenir ces moyens sous la forme d'un *trust*² pour tous les contributeurs réels, qui en contrôleront les usages à des fins pratiques.
- 31 La propriété personnelle est possible dans le travail de la plupart des artistes individuels. Je pense que bien plus devrait être fait pour garantir l'équipement de ces artistes. Les collectivités locales pourraient construire des ateliers mis en location pour les peintres, des bourses pourraient être attribuées à de jeunes écrivains et musiciens, pour qu'ils avancent dans leur travail, tout comme les bourses existantes dans le système éducatif. Une activité significative pourrait être offerte aux artistes par les autorités éducatives locales, dans les domaines de l'apprentissage et de la diffusion des arts contemporains décrits plus haut – en particulier, bien sûr, la diffusion (ceci incluant à la fois des lectures et des performances, ainsi que des expositions pour les arts visuels). Les artistes enseignent souvent le mieux en montrant simplement leur travail, plutôt qu'en ayant à décrire celui-ci. Des expérimentations existantes, comme de rendre des artistes adhérents de telle institution éducative, simplement pour qu'ils y soient présents, pourraient être très largement étendues. Dans la distribution, il pourrait y avoir bien plus d'expositions et de performances publiquement soutenues, localement. Si un artiste ne souhaitait pas utiliser ces équipements, il aurait la même liberté que maintenant. Mais nous ne devrions pas présupposer que tous les artistes préfèrent être laissés seuls, lorsque ceci signifie être laissé seul pour se battre au travers du marché, avec l'insinuation constante qu'ils auraient mieux fait de trouver un emploi « réel » ou « socialement utile ». Je suis certain que même l'offre la plus généreuse d'équipements de ce type rencontrerait une réponse encore plus généreuse, de la part d'artistes heureux de montrer leurs œuvres et de savoir qu'il existe même potentiellement des gens qui s'y intéressent. Si des fonds sont nécessaires pour ces équipements, au-delà des financements existants, il serait judicieux de considérer toute la question de la valorisation aujourd'hui réalisée à partir des artistes du passé. Une extension de dix ans du *copyright*, par exemple, pourrait raisonnablement constituer la base d'un nouveau *trust* administré par les organisations professionnelles des auteurs et des musiciens, pour aider les jeunes écrivains et compositeurs. Dans la vente de tableaux, où des sommes importantes sont désormais collectées par des spéculateurs et marchands, un pourcentage de prélèvement obligatoire alimentant un *trust* similaire pourrait être mis en place. De telles mesures auraient l'avantage de nous rappeler la situation réelle : pendant qu'une génération d'artistes peut avoir besoin d'aide – par ailleurs décrite par certains comme de la charité ou du subventionnement – dans le temps long de l'histoire d'un peuple, les artistes créent à la fois de la richesse spirituelle et matérielle. Lorsque cette richesse ne peut aller aux artistes et à leurs familles immédiates, il n'y a sans doute pas de meilleure façon d'employer celle-ci que pour aider leurs successeurs, sous la forme d'un droit.
- 32 Arrivés à un certain stade, on rencontre cette énorme organisation culturelle dont la réforme est à la fois la plus difficile et la plus nécessaire. Dans la télévision, le cinéma, le

théâtre et la presse, on trouve une échelle d'investissements qui n'est pas compatible avec l'appropriation par des contributeurs individuels, et un degré de profit si important qu'il rend d'emblée conflictuelle toute tentative de défendre l'intérêt public. Je ne vois pas d'alternative, dans ces champs, à la propriété publique. Les millions de livres sterling impliqués ne peuvent provenir d'autres sources. Pourtant, ce changement n'aurait aucun intérêt pour les contributeurs s'il s'agit de substituer une forme de contrôle externe par une autre. Nous devons essayer de conjuguer équitablement une provision raisonnable de fonds publics et la liberté directe des contributeurs.

- 33 Heureusement, nous avons un modèle antérieur sur lequel nous appuyer, que Sir Eric Ashby décrit comme « une invention sociale britannique fort ingénieuse pour surveiller la dépense publique dans la science et la recherche, qui consiste à nommer des contrôleurs issus des rangs des contrôlés : des scientifiques qui administrent les bourses pour la recherche scientifique, des médecins qui administrent les bourses pour la recherche médicale, et des universitaires qui administrent les bourses attribuées aux universités. Il est supposé – et cette supposition a été abondamment justifiée – que des contrôleurs de ce calibre peuvent déterminer, mieux que des politiciens ou des administrateurs professionnels, les critères de contrôle ».
- 34 Il est exact que la science et la recherche diffèrent de la communication généraliste. Mais leur importance n'est pas plus importante dans une société démocratique civilisée. La seule alternative au contrôle par une poignée d'hommes irresponsables, qui traitent nos moyens culturels comme de simples marchandises, est un système public. Il y aura toujours une tension, dans un tel système, mais il est important de reconnaître le précédent qu'incarnent les universités, qui ne pourraient guère survivre sans financement public, mais qui ont néanmoins préservé leur liberté académique tout en bénéficiant de ce financement. En théorie, l'État pourrait aujourd'hui dicter leurs pratiques aux universités, en les menaçant de retirer le financement. En réalité, il n'y a aucun contrôle de cet ordre, bien qu'il puisse y avoir de la tension, des désaccords, qui sont en fait utiles. La liberté académique est au moins aussi vulnérable que la liberté générale de la contribution culturelle, mais elle n'a pas été supprimée ou affaiblie par le système public que nous avons. Indubitablement, un élément important est que les universités sont constituées par les enseignants-chercheurs organisés pour lesquels cette liberté est nécessaire, et qui peuvent en défendre collectivement le principe.
- 35 Toute appropriation publique des moyens de communication doit inclure, en tant que partie intégrante de son système, la création de sociétés professionnelles indépendantes. Les contours de ces dernières existent, et beaucoup de nos meilleures productions proviennent déjà de sociétés qui sont en mesure d'appliquer des stratégies indépendantes à long terme, créant des styles et des traditions qui leur sont propres. Les journalistes indépendants, comédiens, réalisateurs et producteurs sont aujourd'hui habituellement contraints dans leurs choix d'activité par des intérêts financiers. Dans le nouveau système proposé, les moyens de production seraient possédés publiquement mais garantis par des *trusts* indépendants, incluant des représentants des professions concernées. L'usage des médias serait ensuite attribué, via des contrats de long terme, à des sociétés indépendantes professionnelles, qui auraient un contrôle complet sur les stratégies et les contenus.
- 36 (...)
- 37 Dans le cinéma, les équipements de production cinématographiques pourraient de la même manière être mis à la disposition de sociétés de réalisateurs professionnels. Les

circuits de distribution pourraient être possédés publiquement, sous la forme de deux ou trois réseaux, et une bourse permettant l'usage d'équipements de production irait de pair avec la distribution via l'un de ces réseaux. Actuellement, les réalisateurs de films sont à la merci de contrôleurs financiers qui décident si un film est viable avant qu'il ne puisse être produit. Comme l'a souligné un de nos meilleurs jeunes réalisateurs, M. Karel Reisz, les réalisateurs sont dans l'obligation de choisir des sujets « acceptables par le système », « ne travaillent pas sur les sujets les meilleurs qu'ils veulent traiter, mais sur les meilleurs sujets disponibles ». Dans un système public sensé, les décisions seraient aux mains des réalisateurs eux-mêmes, à la fois à travers le *trust* public représentatif, et par l'attribution d'équipements non pas sur la base d'un film, mais à des sociétés professionnelles ayant pour objectif de développer leur production sur une période de plusieurs années.

- 38 On peut imaginer un système similaire dans la télévision. Les moyens de production et de diffusion pourraient être possédés publiquement mais garantis par plusieurs *trusts* indépendants, de façon à inclure des représentants des fournisseurs d'émissions eux-mêmes. Les équipements pourraient ensuite être loués, pour une période donnée, par des sociétés professionnelles ou des groupes d'entreprises, qui décideraient de leur propre production. Il pourrait y avoir des liaisons, à ce niveau, entre les sociétés professionnelles télévisuelles et celles du cinéma ou du théâtre ; mais aussi avec les orchestres et les groupes musicaux, et avec les guildes existantes de contributeurs individuels.
- 39 La BBC a une excellente définition de la « diffusion de service public », mais elle incarne les dangers propres à toute organisation étendue, dans laquelle les producteurs deviennent subordonnés aux administrateurs. Le développement de la diffusion locale et régionale pourrait devenir le moyen de transférer le contrôle de cette diffusion de service public vers les producteurs eux-mêmes, qui ont déjà les noyaux de sociétés indépendantes basées dans les régions. Ici, comme dans toutes les sociétés proposées, il est vital de briser le lien de subordination entre administrateurs et producteurs. Il n'y a aucune raison d'empêcher que toutes ces sociétés soient gérées d'une façon démocratique normale, où chaque membre aura une voix égale dans l'élaboration des stratégies, et avec des administrateurs qui œuvrent dans le cadre d'une stratégie démocratiquement déterminée, comme tous les autres membres.
- 40 L'énorme concentration de pouvoir au sein de la presse ne sera corrigée qu'au prix d'un long processus. La première étape serait de libérer les journaux locaux d'un contrôle à distance par des empires financiers. Un *trust* de la presse locale, gouvernée en majorité par des éditeurs et journalistes locaux actifs, pourrait être publiquement financé afin d'en recouvrer la propriété. Les *trusts* locaux pourraient être organisés de manière à garantir l'indépendance des éditeurs, avec un droit de recours à une institution nationale. Un Conseil de la presse réformé, composé d'une majorité de journalistes, pourrait ensuite examiner les champs plus compliqués des journaux et magazines nationaux. L'objectif devrait être, comme partout, de détenir les équipements de production via des *trusts*, à travers une appropriation publique lorsque nécessaire, pour les attribuer à des sociétés de journalistes actifs pouvant décider de leurs propres stratégies. Les groupes financiers dépourvus de fonction productive qui contrôlent aujourd'hui la plupart de nos journaux, pourraient être évincés, doucement mais sûrement, et la presse ainsi restituée aux seules personnes capables d'en garantir la liberté : les journalistes actifs eux-mêmes. Parallèlement, les imprimeries devraient être publiquement appropriées, sous la forme d'entités distinctes. Il y a là des matériaux bruts qui ne devraient pas être liés à des

groupes ou des propriétaires de presse particuliers, mais qui devraient être accessibles, à un tarif juste et ouvert, pour tous ceux qui veulent s'en servir.

- 41 S'agissant de la publicité, des restrictions peuvent être justifiées sur la base de la sécurité et de la santé publics, comme c'est le cas pour les médicaments, et on pourrait aussi argumenter en faveur d'une réduction de niveaux de dépenses publicitaires ouvrant droit à des réductions fiscales. Mais une réponse plus positive est nécessaire. Nous avons besoin d'informations, de conseils, sur une large variété de biens disponibles, mais la publicité constitue un moyen très primitif de procurer ce service. Une proportion considérable d'informations sur nos besoins et préférences sont aujourd'hui enfermées dans les bureaux des agences publicitaires, qui les utilisent comme bon leur semble, pour les aider à vendre tel ou tel produit. Il est important que cette information soit rendue publiquement accessible, si nécessaire par le biais de nouvelles recherches indépendantes, et employée dans l'intérêt public général, en tant qu'élément d'orientation des politiques sociales et économiques. La bonne manière d'apporter des informations et des conseils spécifiques est celle que proposent les organisations de défense des consommateurs. Celles-ci devraient être débarrassées des restrictions légales qui limitent actuellement leur activité, et encouragés, en tant qu'entités indépendantes, par l'attribution de financements publics, afin d'étendre leur travail au-delà de la distribution sous la forme de reportages imprimés qui ne touche obligatoirement qu'une minorité. J'ai déjà suggéré que des tests de produits pourraient être diffusés par radio ou télévision. Il serait également possible d'établir de véritables centres, dans les zones commerciales, où les résultats de tests seraient visuellement exposés, avec la mise à disposition de conseils gratuits, de démonstrations itinérantes et d'expositions comparatives de qualité et de design. Beaucoup des meilleures compétences aujourd'hui utilisés dans la publicité et la vente pourraient être utilisés de façon non ambiguë et pour l'intérêt du plus grand nombre, avec un tel service.
- 42 La communication de véritables informations, et le défi permanent de former des jugements de qualité, pourraient constituer une différence radicale pour l'ensemble de notre vie économique, par une authentique combinaison de liberté et de responsabilité. Car c'est une erreur d'opposer l'opulence et la qualité. Un problème central de notre société est de lier les deux, dans l'intérêt public. Les gadgets et les manipulations qui ont rendu l'opulence suspecte doivent être récusés dans l'intérêt d'usages réels, de design de qualité, et avec un sens de la proportion des marchandises. Beaucoup de l'avenir de notre société dépend de l'essor véritables valeurs dans ce champ dynamique. Cet essor ne surviendra que si nous pouvons tous y prendre part dans le cadre de la vie quotidienne.

Conclusion

- 43 Beaucoup des mesures proposées sont radicales. Toutes ont besoin de définition supplémentaire. Mais déjà, au niveau de la théorie, nous avons rompu avec l'impasse qui endommage si évidemment notre société. Nous pouvons concevoir une organisation culturelle dans laquelle il y aurait une liberté et une diversité authentiques, protégée simultanément contre le bureaucrate et le spéculateur. Le travail véritable serait entre les mains de ceux qui doivent de toute manière le fournir, et la société dans son ensemble exercerait la responsabilité de maintenir cette liberté, puisque la liberté de contribution individuelle constitue de fait un intérêt général. En même temps, nous aurions rompu avec la situation sociale dans laquelle il est considéré comme allant de soi que les arts et

l'apprentissage constituent des intérêts minoritaires, et que l'usage ordinaire des communications générales consiste à abuser des besoins des gens et de leur inexpérience pour obtenir du pouvoir ou du profit. Nous mettrions à profit nos moyens de communication pour leurs objectifs humains les plus généraux.

44 Il s'agit là d'une voie de développement, mais elle sera bien sûr contestée. Le lien avec la publicité, observé à de maintes reprises dans notre étude des institutions et des méthodes, n'est ni accidentelle, ni marginale. C'est le reflet d'une société dans laquelle les intérêts commerciaux revendiquent leur priorité dans toutes les sphères de la vie, et nous avons été immergés dans cette perspective et ses résultats concrets juste le temps qu'il faut pour persuader beaucoup d'entre nous qu'il s'agirait là d'un ordre naturel. La seule autre version effective des communications dans le monde est une association directe avec la prise et le maintien du pouvoir politique. Contre ces versions, avec leurs grandes institutions qui absorbent une majorité des talents de chaque génération, on ne peut s'attendre à une lutte aisée. Le changement sera dans tous les cas difficile, et nous ferons face à de nombreuses formes de difficultés et de complications réelles ; ce fait là sera utilisé sans relâche pour nous décourager. Il y aura toujours des voix, de toutes sortes, qui nous conseilleront d'abandonner. Mais dans les pires moments, maintenant et à l'avenir, je pense que nous n'avons qu'à regarder clairement et honnêtement la situation existante, pour recouvrer notre énergie. Chaque système a prospéré jusqu'à maintenant de par sa capacité à nous faire peur en brandissant l'épouvantail de son adversaire, et par l'absence d'une alternative réelle et attirante. Je crois que dans de nombreux esprits, l'alternative émerge maintenant de cette pression, et avec elle une nouvelle forme de détermination. Tout changement utile devra être une véritable discipline, avec un sens réel de la responsabilité et avec une participation populaire la plus large possible. Je pense qu'il y a une grande chance que cela arrive, mais ce n'est qu'une chance, qui aura besoin de toute notre force. Au moins, maintenant, le défi est clair.

NOTES

1. Le *Third Programme* était, de 1946 à 1970, la chaîne radiophonique de la BBC dédiée aux émissions « culturelles » et « intellectuelles » ; le *Home Service* occupait, de 1939 à 1967, un créneau médian et davantage tourné vers l'information et le débat public, tandis que le *Light Programme*, émettant de 1945 à 1967, était supposé satisfaire les besoins en divertissement, reprenant à cet égard la programmation qui avait fait le succès de la *Forces Programme* durant la seconde guerre mondiale. (Note du traducteur.)

2. Le *trust* désigne ici un dispositif juridique par le biais duquel une personne morale confère le contrôle de biens à une institution dans le but de servir une mission généralement non lucrative ou contribuant à améliorer du bien-être de la société.

INDEX

Mots-clés : marxisme, cultural studies, révolution longue, Britain in the sixties, industries culturelles

AUTEUR

RAYMOND WILIAMS

Professeur des Universités, UK

Jacob Matthews